



Dans une déclaration faite le 6 mars 2019 à Genève en Suisse, l'ancienne présidente de la république du Chili, aujourd'hui Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme fustige la mauvaise gestion de la crise séparatiste qui secoue le Cameroun depuis plus de deux ans.

Michelle Bachelet évoque de multiples dérives et les actes de violence commis par l'armée camerounaise. « Le mois dernier, le Comité des droits socio-économiques a noté l'approche brutale des forces de sécurité face à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, notamment la destruction d'infrastructures médicales, d'écoles et de villages entiers », souligne-t-elle.

Selon la femme politique, les démarches entreprises par le gouvernement sont inefficaces, au vu de la montée en puissance des violences dans les deux régions anglophones.

Au sujet des droits de l'homme, Michelle Bachelet regrette « le discours de haine, notamment de la part de responsables politiques, ainsi que par de graves restrictions de l'espace politique, qui ont entraîné des poursuites devant un tribunal militaire à l'encontre de plusieurs membres de partis d'opposition ».

Une déclaration qui intervient après celle de l'Union Européenne et des Etats-Unis d'Amérique

qui se sont montrés très préoccupés par l'enlisement de la crise anglophone et surtout l'incarcération de l'opposant Maurice Kamto et de ses partisans,